

Traité de Lisbonne : Faire respecter la souveraineté populaire

Le traité modificatif européen est signé aujourd'hui, à Lisbonne, par les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE.

Ce faisant, Sarkozy et sa majorité de droite trahissent le vote souverain qui s'est exprimé le 29 mai 2005.

Le Président de la république a d'ailleurs précipitamment convoqué le Congrès du Parlement le 4 février à Versailles pour faire adopter la réforme constitutionnelle nécessaire à la ratification du Traité Européen par la France. Si tel était le cas, l'Assemblée Nationale et le Sénat pourraient adopter définitivement le traité sans que le peuple soit consulté !

Sur le fond, ce nouveau texte entend, à l'identique du TCE, amplifier la construction libérale, sécuritaire et atlantiste de l'Union Européenne.

Le collectif national du 29 mai – qui avait mené avec succès la campagne unitaire du « non de gauche » au TCE en 2005 – dénonce la méthode qui consiste à passer outre le message des urnes le 29 mai 2005. C'est un déni de démocratie. Pour le moins, un nouveau référendum sur ce traité, jumeau du TCE, doit être organisé. Et seule une mobilisation d'ampleur peut contraindre le pouvoir à l'organiser.

Les députés et sénateurs de gauche ont leur propre responsabilité, quelle que soit leur opinion sur le contenu du traité : celle de faire respecter la souveraineté populaire, conformément à l'engagement des candidat(e)s de gauche à l'élection présidentielle, en permettant ainsi aux électrices et électeurs de s'emparer de cette question comme ils l'avaient si bien fait voici deux ans.

Si 2/5 des parlementaires en décident ainsi, le Président de la République sera alors contraint de procéder à un référendum.

Il s'agit, ni plus ni moins, que de faire respecter le suffrage universel !

Notre collectif national, avec toutes ses organisations adhérentes, portera haut ces exigences dans les jours et semaines à venir.

Paris, le 13 décembre 2007.

Communiqué du Collectif National du 29 mai réunissant : AC ! – Alter - AlterEkolo - Alternatifs – Alternative Citoyenne Genevilliers 92 - APEIS - ATTAC - Cactus La Gauche – CGT Finances - Collectif des Socialistes pour le Renouveau de la Gauche (CSPRG) - Confédération Paysanne – Convergence Citoyenne pour une Alternative à Gauche (CCAG) – Convergence pour la défense et le développement des services publics - Coordination des Groupes de Femmes Egalité - Coordination nationale des collectifs antilibéraux - Démocratie & Socialisme – Fédération des Associations des Travailleurs et des Jeunes (DIDF) - Fondation Copernic - Forces Militantes - LCR - Marches européennes - MARS / Gauche Républicaine - PCF - PCOF - Pour la République Sociale (PRS) - Réseau Féministe Ruptures - SNESUP – Union des Familles Laïques - Union syndicale Solidaires